Recouvrement d'avoirs et confiscation

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La confiscation selon le CDSA

Le CDSA (Corruption, Drug Trafficking and Other Serious Crimes (Confiscation of Benefits) Act) permet au tribunal, sur requête du Public Prosecutor (ministère public), de prononcer des décisions de confiscation contre les personnes condamnées pour trafic de stupéfiants ou pour des infractions graves. Le régime de confiscation va bien au-delà des instruments de l'infraction. La section 4(5) dispose que la loi « s'applique à tout bien, qu'il se trouve à Singapour ou ailleurs ». En vertu des sections 6(6) et 7(6), les biens détenus par le prévenu qui sont disproportionnés par rapport à ses sources de revenus connues sont présumés, jusqu'à preuve du contraire, constituer des avantages tirés de l'infraction. Les sections 10 et 11 contiennent les règles d'évaluation de ces avantages.[1]

La présomption fait peser une lourde charge sur le prévenu. Elle explique pourquoi la confiscation intervient souvent à Singapour par voie d'accord : un prévenu incapable de justifier l'origine de sa fortune risque de perdre davantage dans une procédure contradictoire que dans une confiscation négociée. L'affaire de 2023, décrite ci-après, montre l'effet pratique de cette dynamique.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Fugitifs et prévenus décédés

La criminalité financière implique souvent des prévenus qui quittent la juridiction avant de pouvoir être jugés. Le CDSA répond à ce problème par une fiction de condamnation. La personne en fuite est « réputée condamnée » pour une infraction de trafic de stupéfiants ou une infraction grave lorsque, entre autres conditions, elle « ne peut être retrouvée, appréhendée ou extradée » à l'issue d'un délai de six mois à compter de l'ouverture de l'enquête. Le tribunal ne peut prononcer une décision de confiscation fondée sur une telle condamnation présumée que s'il est convaincu de la fuite et des preuves. La section 31 prévoit un régime distinct pour les prévenus décédés, auquel les présomptions générales ne s'appliquent pas et qui retient à la place une période de référence rétrospective de six ans.[2]

Ces dispositions donnent à Singapour un outil proche de la confiscation sans condamnation, sans abandonner le lien avec une infraction pénale. Elles comptent dans les affaires transfrontalières, où l'auteur principal vit fréquemment à l'étranger et où les seuls avoirs atteignables sont des comptes bancaires, des biens immobiliers et des sociétés à Singapour.

L'exécution des décisions de confiscation étrangères

En vertu de la section 29 du MACMA (Mutual Assistance in Criminal Matters Act 2000), un pays étranger désigné peut demander à l'Attorney-General de l'aider à exécuter une décision de confiscation étrangère portant sur des biens « dont il y a raisonnablement lieu de croire qu'ils se trouvent à Singapour », ou à bloquer les opérations sur ces biens avant qu'une décision ne soit rendue. L'Attorney-General saisit la General Division de la High Court d'une demande d'enregistrement de la décision étrangère. Le tribunal peut l'enregistrer si la décision est en vigueur et n'est plus susceptible de recours, si toute personne concernée qui n'a pas comparu a reçu notification en temps utile pour se défendre et si l'exécution « ne serait pas contraire aux intérêts de la justice ». L'enregistrement doit être annulé une fois la décision exécutée.[3]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Le régime donne à un État étranger accès aux avoirs situés à Singapour par l'intermédiaire des tribunaux singapouriens, à des conditions qui protègent les tiers. Comme il dépend d'une décision étrangère définitive, il fonctionne le mieux avec les États dont les propres tribunaux fonctionnent. Lorsque le jugement étranger tarde ou fait l'objet d'une contestation politique, les avoirs peuvent rester bloqués à Singapour pendant des années.

1MDB : saisie et restitution

L'affaire 1MDB illustre à la fois la portée et la lenteur du recouvrement d'avoirs. L'Attorney-General's Chambers et la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) ont indiqué que des avoirs d'un montant total de 240 millions de S$ avaient été saisis au cours de leurs enquêtes, dont 120 millions de S$ appartenaient à Jho Low et à sa famille. En septembre 2018, les State Courts ont autorisé la restitution de 15,3 millions de S$ à la Malaisie. Les États-Unis, dont les actions en confiscation civile visaient des avoirs sur plusieurs continents, ont déclaré en août 2021 avoir recouvré et restitué au total 1,2 milliard de dollars US.[4] Ces proportions reflètent la différence des instruments disponibles. La confiscation civile *in rem* a permis aux procureurs américains d'agir contre des avoirs sans condamnation pénale, alors que les restitutions depuis Singapour exigeaient une décision de ses tribunaux dans des procédures liées à des enquêtes pénales.

L'affaire de blanchiment de 2023

Le second exemple est l'affaire de blanchiment d'argent qui a débuté par des perquisitions le 15 août 2023. Dix ressortissants étrangers ont été condamnés, chacun à une peine de 13 à 17 mois d'emprisonnement, et ont abandonné ensemble des avoirs d'environ 944 millions de S$. Le 18 novembre 2024, quinze des dix-sept suspects encore recherchés ont accepté de remettre des avoirs d'environ 1,85 milliard de S$, ce qui a porté le total à environ 2,8 milliards de S$. Les peines étaient courtes au regard des sommes en jeu. La confiscation constituait la véritable sanction. La menace de confiscation a amené des personnes se trouvant hors de la juridiction à renoncer à leurs avoirs sans revenir pour être jugées. L'affaire et ses suites

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

réglementaires, dont les sanctions pécuniaires de 27,45 millions de S$ infligées à neuf institutions financières et annoncées par la Monetary Authority of Singapore le 4 juillet 2025, sont examinées au chapitre VI de la partie E.[5]

Où va l'argent

Les produits confisqués et les pénalités versées au titre des accords de poursuites différées reviennent à l'État. Comme indiqué plus haut, les pénalités et profits restitués en vertu d'un accord de poursuites différées sont versés au Consolidated Fund (fonds consolidé de l'État). Les victimes ne sont pas oubliées, puisque l'accord peut prévoir leur indemnisation. Dans les affaires de corruption d'agents publics étrangers, toutefois, la victime est généralement un État étranger ou une entreprise publique étrangère, dont les prétentions sont poursuivies devant ses propres tribunaux ou par ses propres règlements avec la société. La clause d'imputation de l'accord Seatrium est le mécanisme par lequel Singapour évite de percevoir des sommes que le Brésil réclame également.

Notes

1. CDSA, section 4(5) et sections 6–7 (décisions de confiscation) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026) ; CDSA, sections 6(6), 7(6), 10(1) et 11(1) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩
2. CDSA, section 29(1), (2)(b)(ii) et (3)(b)(ii) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026) ; CDSA, section 30 (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026) ; CDSA, section 31(4)–(6) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩
3. MACMA, section 29(1)(a) et (b) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026) ; MACMA, section 30(1), (2) et (4) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

4. Wikipedia, « 1Malaysia Development Berhad scandal » (consulté en novembre 2026), section consacrée à Singapour : avoirs d'un montant total de 240 millions de S$ saisis, dont 120 millions de S$ appartenant à Jho Low et à sa famille ; en septembre 2018, les State Courts ont autorisé la restitution de 15,3 millions de S$ à la Malaisie ; Wikipedia, « 1Malaysia Development Berhad scandal » (consulté en novembre 2026) : les États-Unis « recovered and returned a total of US$1.2 billion of 1MDB funds misappropriated within its jurisdiction » en août 2021. ↩
5. Wikipedia, « 2023 Singapore money laundering case » (consulté en novembre 2026) : perquisitions le 15 août 2023 ; dix condamnés ; 944 millions de S$ abandonnés par les dix condamnés ; accord du 18 novembre 2024 par lequel 15 des 17 suspects recherchés remettent environ 1,85 milliard de S$; total d'environ 2,8 milliards de S$; Wikipedia, « 2023 Singapore money laundering case » (consulté en novembre 2026) : sanctions pécuniaires de 27,45 millions de S$ infligées par la MAS à neuf institutions financières le 4 juillet 2025. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.